

Numéro 115 - 30 août 2016

Établissons un gouvernement antiguerre!

**Non à la guerre et à la règle impérialiste
de diviser pour régner au nom de la paix!**

- Enver Villamizar -



Manifestation à Ottawa le 19 mars 2016 à l'occasion du 13e anniversaire de l'invasion de l'Irak par les États-Unis.

Établissons un gouvernement antiguerre!

- Non à la guerre et à la règle impérialiste de diviser pour régner au nom de la paix! - Enver Villamizar
- Le gouvernement Trudeau lance un nouveau programme pour s'ingérer dans les affaires des autres pays
- Le Canada en quête d'un rôle militaire en Afrique

Établissons un gouvernement antiguerre!

**Non à la guerre et à la règle impérialiste de diviser
pour régner au nom de la paix!**

- Enver Villamizar -

Durant l'élection fédérale de 2015, le Parti libéral a cherché à créer l'impression que l'élection d'un gouvernement libéral signifierait que le Canada jouerait un rôle en faveur de la paix plutôt que de la guerre dans le monde. Or, depuis l'élection les libéraux ont accru la participation du Canada à la politique guerrière et aux préparatifs de guerre des États-Unis.

Depuis que les libéraux sont arrivés au pouvoir avec Justin Trudeau, les médias créent un climat d'expectative à l'effet que très bientôt, le Canada va envoyer des soldats en Afrique. Personne ne sait dans quel pays, disent les médias monopolisés, mais ce pourrait être le Mali ou la République centrafricaine et cela, nous dit-on, serait une très bonne chose parce qu'on parle français dans ces pays ! Il s'agirait d'« opérations de maintien de la paix » mais aujourd'hui les choses ont changé et le « maintien de la paix » comprend maintenant des opérations contre-insurrectionnelles et la formation de militaires et de policiers. On est censé se réjouir puisqu'enfin le Canada s'est trouvé un rôle sur la scène mondiale.



Le premier ministre a dit dans une déclaration le 9 août, à l'occasion de la « Journée nationale des Casques bleus », qu'« à l'avenir nous renforcerons l'appui du Canada aux opérations de paix des Nations unies ». Le terme « opérations de paix » sert à créer l'impression qu'il s'agit d'interventions pour prévenir ou faire cesser des conflits mais aujourd'hui l'expression peut vouloir dire tout et n'importe quoi. Elle n'a aucune base objective dans le droit international et elle est devenue une expression passe-partout pouvant désigner toute opération militaire présentée par les agresseurs comme contribuant à un effort de paix ou de stabilité dans un pays ou une région. L'intervention militaire dans un pays souverain comme Haïti, par exemple, où les États-Unis, le Canada et la France ont orchestré un coup d'État en 2004, continue à ce jour d'être qualifiée d'« opération de maintien de la paix » par ceux qui veulent cacher que l'objectif de l'intervention était d'imposer un changement de régime et de supprimer toute résistance.

À cet égard, les libéraux cherchent aussi à ressusciter l'approche dite 3D (défense, diplomatie et développement) invoquée en Afghanistan pour cacher le but de l'intervention et étouffer la résistance à la domination impérialiste américaine. Par exemple, le ministre canadien de la Défense Harjit Sajjan a dit en juillet que si le Canada participe à une mission en Afrique, ce ne serait pas pour le maintien de la paix dans le sens voulu à l'origine parce qu'il y aurait également un volet de « développement des capacités » (un mot code pour désigner l'envoi de soldats et de policiers pour former des soldats et des policiers dans la répression des citoyens) et un effort pour « contrer la propagation des militants djihadistes au Moyen-Orient et en Afrique ». Il est donc évident que les « opérations de paix » comprendront la guerre non seulement contre le nébuleux État islamique mais aussi contre quiconque est considéré comme étant « extrémiste ».

Le ministre Sajjan s'est rendu dans plusieurs pays africains plus tôt ce mois-ci pour une mission de « collecte de renseignements », c'est-à-dire faire un peu de magasinage pour voir dans quel conflit le Canada pourrait envoyer des soldats et des matériaux. En Éthiopie il a dit aux journalistes : « Je crois que nous pouvons maintenant dire que ce que nous appelions maintien de la paix n'est plus. Dans le passé, les opérations de maintien de la paix consistaient à soutenir une paix négociée entre des ennemis, en venant s'insérer entre eux pour préserver la stabilité. Cette réalité n'existe plus et nous devons comprendre la réalité d'aujourd'hui. »



D'autres porte-paroles de la « réforme » du maintien de la paix de l'ONU tiennent des propos semblables pour essayer de donner un nouveau souffle à l'effort pour présenter l'ingérence étrangère impérialiste et le changement de régime comme une intervention pour « protéger des populations civiles » et pour la « stabilisation ».

Les peuples africains, qui ont conquis leur indépendance par de longues guerres de résistance aux bâtisseurs d'empire du temps de la colonisation jusqu'aux années 1990, sont maintenant confrontés à de nouveaux dangers d'intervention des grandes puissances, et en particulier de l'impérialisme américain. Depuis quelques années, les États-Unis, de pair avec la France et la Grande-Bretagne, ont beaucoup accru leur présence militaire sur le continent.

Ces puissances ont d'ailleurs déjà participé ouvertement au renversement de gouvernements qui refusent de se soumettre à leur diktat, comme en Côte d'Ivoire par exemple, dont le président a été mis en état d'arrestation et le gouvernement renversé par les soldats français.

De même, les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN violent la souveraineté de la Syrie avec l'envoi d'avions et de soldats. Ce qui a commencé comme une tentative d'imposer un changement de régime s'est transformé en une guerre totale pour déchirer complètement ce pays. Les États-Unis ont déclaré une « zone d'exclusion » dans le nord de la Syrie, un nouveau mot code pour dire « zone d'interdiction de vol », et ont averti la République arabe syrienne que ses avions et ceux de ses alliés seront abattus s'ils « pénètrent ces zones sans autorisation ». Cela fait partie de la « réalité d'aujourd'hui » dont parle le ministre Sajjan. Si le but était la paix, l'ONU ne devrait-elle pas intervenir pour faire respecter le droit international et empêcher les États-Unis et leur « coalition » de faire la guerre à la Syrie comme ils le font ? Ne serait-ce pas une prise de position pour la paix dans les affaires internationales plutôt que de se chercher un nouveau modus vivendi en s'ingérant dans les affaires de l'Afrique ? Les impérialistes américains n'acceptent pas ce type de maintien de la paix parce qu'ils sont les agresseurs et parce qu'ils ne sont pas intéressés à la paix si elle ne leur permet pas de se débarrasser des gouvernements qui sont la cible de leur effort de changement de régime.

Le Canada de Stephen Harper, avec le soutien des libéraux, a joué un rôle prépondérant dans la destruction de la Libye sous les auspices des États-Unis et de l'OTAN. Quel rôle jouera le Canada maintenant et dans quel but, cela le ministre n'en parle pas. Il affirme tout simplement



que la participation à des missions de l'ONU ou à n'importe quelle opération qui a le mot « paix » dedans est une bonne chose pour le Canada. L'ONU n'a-t-elle pas autorisé l'invasion illégale de l'Afghanistan par les États-Unis en 2001 ? Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a-t-il pas autorisé la création de zones d'interdiction de vol en Libye au nom de « la protection des civils » pour s'assurer que seuls les avions de l'OTAN puissent faire des frappes et pour que les rebelles soutenus par l'OTAN soient protégés des tirs gouvernementaux ? Tout cela a-t-il apporté la paix et la sécurité aux peuples de ces pays ? Les Canadiens ne sont pas assez naïfs pour abandonner leurs sentiments antiguerre et oublier leur expérience directe concernant le rôle de l'ONU dans ces événements.

Les masques sont tombés. Ce que veulent Obama et Trudeau, c'est une ONU dans laquelle les grandes puissances, dans la mesure où elles s'entendent, peuvent librement fouler au pied les droits des nations impunément, suivant la loi du plus fort mais au nom d'« opérations de maintien de la paix ».

Les Canadiens ont rejeté la frauduleuse doctrine impérialiste de la responsabilité de protéger et ils ont aussi rejeté la « conviction responsable » des libéraux aussitôt qu'elle a été énoncée par Stéphane Dion. Ils vont aussi s'opposer à l'ingérence dans les affaires de pays souverains au nom d'« opérations de paix ».

Pour plus d'information à ce sujet lire « Réorganiser le maintien de la paix pour répondre à des objectifs de guerre » dans [LML du 24 novembre 2015](#).



Le gouvernement Trudeau lance un nouveau programme pour s'ingérer dans les affaires des autres pays



Le 26 août, le gouvernement Trudeau a annoncé la création du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP). Un communiqué de presse émis par Affaires mondiales Canada décrit le programme comme une « approche globale et coordonnée pour soutenir les intérêts du Canada et les efforts de paix des Nations unies ». L'annonce intervient peu après que le ministre canadien de la Défense nationale Harjit Sajjan ait dirigé une délégation canadienne dans cinq pays africains pour recueillir les « faits sur le terrain » afin d'aider à décider d'une nouvelle aventure militaire qui serait appropriée pour le Canada dans le cadre de la poussée impérialiste américaine vers de nouvelles « opérations de paix » dans le monde.

Selon un document d'information du gouvernement, le programme vise également à donner au Canada « une voix plus forte sur la scène internationale », un engagement que les

libéraux avaient pris pendant la campagne électorale.

Le gouvernement a annoncé un financement de 450 millions \$ pour le PSOP et un contingent de 600 membres des Forces armées canadiennes « pour une éventuelle participation aux opérations de paix des Nations Unies. » « La stabilisation et les opérations de paix » du Canada et « le PSOP du Canada et les contributions à venir seront davantage axés sur l'alerte précoce, la prévention des conflits, le dialogue, la médiation et la consolidation de la paix, ainsi que l'autonomisation des femmes dans la prise de décisions pour la paix et la sécurité ». Derrière ces phrases ronflantes se trouve le fait que le Canada a alloué 600 soldats chargés d'utiliser la force pour intervenir dans les conflits intérieurs selon ce que le gouvernement considère comme étant « les intérêts du Canada ».

Dans un reportage le même jour la CBC a déclaré : « Le gouvernement libéral a dû prendre cet engagement spécifique préalable afin d'être invité à la prochaine conférence internationale du maintien de la paix, à Londres, qui aura lieu [en septembre.]. »

Les responsabilités du « PSOP »

Le Programme de stabilisation et des opérations de paix a « trois responsabilités fondamentales » :

1. « Leadership en matière de stabilisation et de politique sur les États fragiles. » Le programme « appuiera les efforts du Canada pour influencer et orienter le dialogue et les actions collectives auprès de ses alliés et de ses partenaires, en particulier aux Nations unies ».

2. « Soutien aux interventions coordonnées du gouvernement du Canada dans les situations de conflits et de crises à l'étranger. » Cela signifie que le PSOP « coordonnera les interventions pangouvernementales en cas de catastrophes naturelles et de crises politiques complexes à l'étranger ».

« Dans les situations de crises politiques, en particulier, le PSOP servira de centre de coordination pour l'échange d'information, les analyses conjointes et la coordination des efforts diplomatiques, militaires, de sécurité et de développement afin qu'ils se renforcent mutuellement et s'harmonisent avec les vastes efforts déployés par la communauté internationale. »

3. « Élaboration et mise en oeuvre d'initiatives de stabilisation ayant un effet catalytique. » Cela est censé signifier être « responsable du déploiement de spécialistes civils dans les régions touchées, et soutenir le déploiement de policiers ». On nous informe que les PSOP seront utilisés pour financer l'envoi de membres de la police canadienne, notamment la GRC, afin de participer au « maintien de la paix ». Des exemples de cela sont :



- « - le renforcement du secteur de la sécurité en Ukraine ;
- « - la réduction des tensions au sein des collectivités libanaises qui accueillent des réfugiés syriens ;
- « - le soutien du processus d'instauration de la paix en Colombie ;

« - le soutien des activités de la coalition contre Daesh et des activités de stabilisation en Irak, entre autres ;

« - les déploiements de spécialistes, pour lesquels un investissement annuel de 17 millions de dollars a été prévu. Cela comprend le déploiement de policiers canadiens, réalisé conjointement avec Sécurité publique Canada et la GRC par l'intermédiaire du Programme des missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix, ainsi que le déploiement de spécialistes civils pour un appui technique aux organisations externes ou des interventions rapides en cas de crises ou de désastres naturels. »

En d'autres termes, les pays ciblés par l'impérialisme américain recevront les agents de police militarisés, des espions et d'autres agents de sécurité canadiens, tout cela sous le vocable du maintien de la paix.

Le rôle du Canada dans les « opérations de paix » sera « un effort pangouvernemental » utilisant « l'ensemble des ressources militaires et policières canadiennes ainsi que d'autres ressources dans le contexte d'interventions intégrées ». Il est frappant que quand il parle de « l'effort pangouvernemental », le gouvernement mentionne seulement les militaires et les policiers. C'est une autre indication que ce programme met le Canada à la disposition de ceux qui veulent réformer l'Organisation des Nations unies d'une manière qui viole sa charte fondatrice afin de servir la rivalité des grandes puissances et garantir que les conflits internationaux soient résolus en leur faveur.



Le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion a donné une explication tortueuse des raisons pour lesquelles le Canada doit s'aligner derrière de nouvelles interventions impérialistes américaines dans le monde entier :

« Maintenant, plus que jamais, est venu le temps pour notre pays de privilégier l'engagement plutôt que l'isolement et de redoubler nos efforts collectifs pour nous attaquer aux plus grands défis qui se posent dans le monde, depuis les situations d'urgence complexes aux changements climatiques, en passant par la sécurité. En s'appuyant sur son expérience unique dans l'édification d'une société pacifique et ouverte, sur son bilinguisme et sa diversité, le Canada fera ce qui est nécessaire pour soutenir la communauté internationale dans sa lutte courageuse en faveur de la justice et de la sécurité sur la scène internationale, dans la

promotion de l'aide humanitaire, du développement, de la formation et du renforcement des capacités, et dans la protection de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'ensemble des droits de la personne. »

L'« expérience unique dans l'édification d'une société pacifique et ouverte » que posséderait le Canada est la fraude rabâchée depuis longtemps par les libéraux pour masquer la réalité des attaques racistes et fascistes organisées par l'État au Canada, la répression de la résistance des travailleurs ainsi que de la résistance du peuple du Québec et des nations autochtones. Depuis que le président américain Obama a déclaré devant le Parlement canadien que « le monde a besoin du Canada », les libéraux ont succombé à l'élixir et commencent à croire leurs propres mensonges.

Le ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, a donné sa version pervertie des vertus de l'ingérence de la GRC dans le but de s'ingérer dans les affaires des autres pays et peuples. « Le maintien de la paix est une tradition de longue date pour le Canada, et nous prenons des mesures concrètes pour bâtir un monde plus sécuritaire, grâce à la participation de policiers aux missions internationales de soutien de la paix et de stabilisation. La GRC, en collaboration avec les agents des corps policiers de partout au pays, aidera à renforcer les services de police locaux, à améliorer la sécurité et à augmenter les capacités des États fragiles et touchés par un conflit », a-t-il dit.

Est-ce que c'est le genre de maintien de la paix que veulent les Canadiens selon Goodale ? Est-ce que les libéraux croient que les Canadiens voient les problèmes auxquels sont confrontés les autres peuples du monde et pensent que si seulement on leur envoyait la police canadienne alors les choses iraient mieux ? Est-ce que c'est cela l'expérience des Canadiens ? Goodale est sûrement au courant des actions de la police au Canada pour organiser aujourd'hui et dans le passé des complots terroristes, de ses attaques contre les femmes autochtones de même que des nombreuses morts de Canadiens aux mains de la police. Goodale est aussi certainement au courant des accusations d'inconduite sexuelle levées contre les agents de la Sûreté du Québec en service en Haïti agissant comme casques bleus de l'ONU, alors que le commissaire de police de la Mission illégitime de stabilisation des Nations unies en Haïti (MINUSTAH) est un agent de la GRC. Est-ce le genre de maintien local de l'ordre qu'ils veulent renforcer ?



Le nouveau Programme de stabilisation et des opérations de paix des libéraux de Trudeau est une autre tentative pour se tailler une place au soleil dans les affaires internationales. Cette « voix sur la scène internationale » du Canada consiste à mieux servir les objectifs des impérialistes américains dans les pays qu'ils ont ciblés pour un changement de régime, la déstabilisation et la domination. Les Canadiens doivent intensifier leur travail pour forcer le Canada à s'opposer activement à l'usage de la force pour régler les conflits dans les affaires internationales.



Le Canada en quête d'un rôle militaire en Afrique

On entend beaucoup dire en ce moment que le Canada cherche à joindre ou peut-être à diriger une nouvelle « opération de paix » en Afrique. Du 10 au 16 août, le ministre canadien de la Défense nationale Harjit Sajjan a effectué une mission « de collecte de renseignements » en Afrique, qui fait partie des préparatifs pour un nouveau rôle du Canada en Afrique. Sajjan était accompagné par le sénateur libéral et lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire (Dallaire était aussi commandant des Forces de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda en 1993-1994), par la juge à la retraite de la Cour suprême et ancienne procureur en chef du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Louise Arbour et par l'ambassadeur aux Nations unies, Marc-André Blanchard. En ce qui concerne Dallaire et Arbour, ce sont des personnes clé dans la campagne internationale pour justifier l'intervention des États impérialistes dans les affaires internes des autres nations au nom d'arrêter le génocide ou les crimes de guerre. Cela est ensuite utilisé pour justifier les crimes de guerre des impérialistes. Leur participation dans la délégation canadienne indique que des

prétextes similaires vont être créés pour s'ingérer en Afrique.

Pendant le voyage, la délégation s'est rendue en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et en République Démocratique du Congo.

Dans les cinq pays africains qu'ils ont visité, ils ont rencontré les homologues ministériels de Sajjan et plusieurs autres ministres, militaires de haut rang et chefs d'État. On rapporte aussi qu'il a rencontré des représentants des Nations unies, de l'Union africaine et d'ONG « pour mieux comprendre la nature du conflit sur le terrain et le travail accompli par les partenaires africains et les ONG ». Le Canada semble se mettre en position pour s'engager dans le « conflit » en Afrique en qualifiant cela d' « opération de paix ». Cela indique que le Canada se positionne pour jouer un rôle plus sale dans la politique de diviser pour régner de l'impérialisme, qui a causé des dommages et une destruction immenses sur le continent africain et que les peuples d'Afrique ont



combattue de haute lutte. Ce changement a été formulé lors du discours du président américain Barack Obama au Parlement dans lequel il a demandé au Canada d'agir avec plus de force pour défendre les « valeurs communes » sur la scène internationale, un appel direct au Canada à s'immiscer davantage dans l'intervention des États-Unis dans les affaires d'autres pays au nom des « droits humains », de « protéger les femmes et les enfants », etc.

Ce réengagement en Afrique vise à démontrer que le Canada joue son rôle dans les Nations unies, ce que le gouvernement Harper n'aurait pas fait selon les libéraux. Il est aussi probablement lié à l'annonce du gouvernement Trudeau de son intention de briguer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, pour une période de deux ans commençant en 2021.

À son retour au Canada, Sajjan a déclaré : « Mes rencontres avec les partenaires africains représentaient une formidable occasion de découvrir sur le terrain les enjeux de sécurité qui touchent ce continent. L'information recueillie lors de ces réunions nous a aidés à mieux comprendre la situation sur le terrain et éclairera les futurs partenariats, alors que le Canada cherche à renouveler sa participation à un large éventail d'opérations de soutien de la paix multilatérales. » La préoccupation du Canada pour les « questions de sécurité » et la « collecte de renseignements sur le terrain » semble viser davantage la sélection d'un pays où il pourra jouer du muscle que l'aide aux peuples d'Afrique.

Note

1. Un communiqué de presse émis le 16 août par la Défense nationale/Forces armées canadiennes rapporte que lorsqu'il était en Éthiopie les 10 et 11 août, le ministre Sajjan a visité le Centre international de formation au maintien de la paix et a participé à une série de tables rondes avec des ONG, des groupes de réflexion et des représentants des Nations unies. Il a aussi discuté avec des ambassadeurs de pays africains qui hébergent ou fournissent actuellement des militaires à des opérations de soutien de la paix, ainsi qu'avec des ambassadeurs de pays qui financent les opérations de soutien de la paix des Nations unies et de l'Union Africaine. Il a conclu son séjour en Éthiopie en rencontrant des représentants du Département de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, « où il a assisté à un exposé complet des capacités et efforts actuels du

Département. «

Le 12 août à Nairobi au Kenya, Sajjan a visité entre autres endroits le Centre international de formation au soutien de la paix. En Ouganda le lendemain, il a rencontré des représentants de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial « afin de discuter de la protection des enfants vulnérables lors de conflits armés ». Le 14 août en Tanzanie, il a rencontré des représentants du Réseau Aga Khan de développement, discuté de la construction de l'Université Aga Khan et visité l'Hôpital Aga Khan. Le communiqué indique que depuis 2000, le Canada a versé plus de 320 millions de dollars à la Fondation Aga Khan Canada « pour soutenir les activités d'aide humanitaire et de développement » en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient.

Le 15 et 16 août, en République démocratique du Congo, Sajjan a rencontré des représentants politiques et militaires de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et des membres de l'Escadron de la police spéciale pour la protection des femmes et des enfants. Il a aussi visité un hôpital dirigé par le Comité international de la Croix-Rouge et un refuge pour les enfants démobilisés appuyé par l'UNICEF et le Canada.

(Open Canada, CBC, Globe and Mail)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca